

## Résultats du Programme de stabilisation

L'inflation s'est atténuée en passant de taux annuels d'environ 2.000 % fin 1989 à 70 % au cours de 1991.

Le budget de l'État a été équilibré en 1990, bien que par la suite, en 1990, les déficits aient réapparu étant donné que les entreprises d'État ont moins contribué à l'assiette fiscale alors que les chômeurs, dont le nombre s'est accru de façon significative, réclamaient l'assistance sociale.

Le gouvernement a réussi à maintenir une politique de taux réels d'intérêts, c'est-à-dire, des taux plus élevés que ceux de l'inflation. Ceci a stimulé l'épargne et ralenti l'inflation mais a, du même coup, rendu le financement de nouveaux investissements plus difficile.

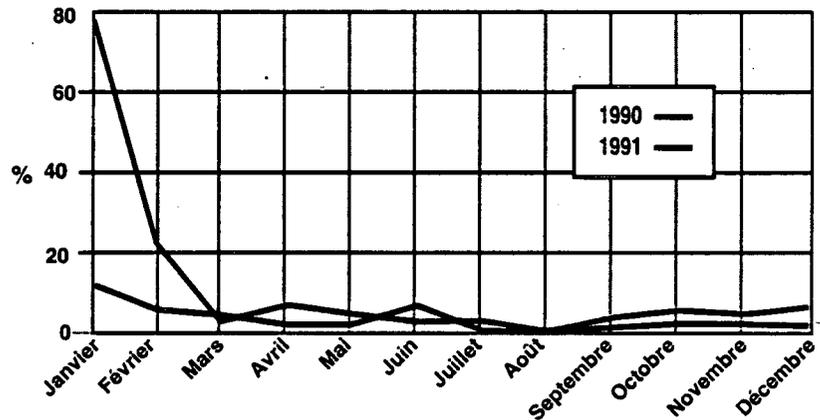
La convertibilité interne du zloty a éliminé le marché noir des devises étrangères et mis fin à la «dollarisation» de l'économie polonaise. Le zloty peut maintenant être échangé contre des devises étrangères sur le marché national.

Les dislocations qu'ont entraîné les réformes ont plongé le pays dans une récession qui a entraîné une chute de la production des entreprises d'État de 20 à 30 %, une érosion des revenus réels de 35 % et une augmentation du chômage d'environ 11 % de la main-d'œuvre à la fin de 1991.

Par opposition, le secteur privé a joui d'une croissance phénoménale. Sa production a augmenté, ses exportations ont triplé et accaparent une part croissante du marché de l'emploi au sein de l'économie polonaise.

La disparition des mesures de contrôle du commerce a stimulé une croissance spectaculaire des importations et des exportations.

Figure 4.2  
L'inflation en Pologne (de mois en mois)  
(en pourcentage)



Source: GUS.

1991, les pressions inflationnistes avaient effectivement chuté à un taux annuel d'environ 30 % (voir figure 4.2).

Pour réussir à surclasser cette performance, il faudra une politique monétaire très serrée et des contrôles très sévères sur les dépenses gouvernementales à un moment où les pressions sur le gouvernement se font ressentir pour qu'il allège les pénibles effets de la récession actuelle. La baisse des niveaux de vie a entraîné une recrudescence des revendications salariales. Le chômage croissant impose des contraintes accrues sur le budget de l'État. Si le gouvernement résiste à ces tentations et maintient le cap, l'inflation devrait atteindre, en 1992, des proportions raisonnables à gérer. Il est cependant clair que la guerre à l'inflation n'a pas encore été gagnée.